

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: 11 (1996)
Heft: 7-8

Artikel: Réforme de la formation des professionnels de l'information documentaire : rapport d'étape = Reform der Berufsbildung im Bereich der Information und Dokumentation (I+D) : Zwischenbericht
Autor: Cordonier, Jacques / Jäggi, Stefan
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-770221>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

RÉFORME DE LA FORMATION DES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION DOCUMENTAIRE

Rapport d'étape

Voilà près de deux ans, les associations d'archivistes, de bibliothécaires et de documentalistes adoptaient un **Programme cadre pour la formation professionnelle**¹. Pour

la première fois, un projet complet de filière de formation était proposé et ceci dans un cadre les métiers d'archiviste, de bibliothécaire et de documentaliste. Ce projet fit l'objet d'un large débat dans le cadre du Congrès BDA de Lausanne en septembre 1994. Une résolution adoptée à cette occasion reprenait les thèses du programme-cadre et mandatait les associations professionnelles faîtières à le mettre en œuvre².

Les axes de force de la réforme et la structure proposée sont rappelés en encadré.

Les instruments de la réforme

Afin de se doter d'instruments efficaces pour la mise en place de la réforme, les trois associations professionnelles ont institué en novembre 1994, une **Délégation à la formation professionnelle en information documentaire**, organe exécutif, constituée de deux représentants par association. Elles lui ont confié le mandat de prendre en leur nom, les mesures nécessaires à la mise en œuvre des propositions du *Programme-cadre*. A ce titre, la *Délégation* est désormais l'interlocuteur des partenaires concernés par ce projet qu'ils soient internes aux associations ou externes (Confédération, cantons et établissements de formation). Par ailleurs, afin de garantir un échange direct, simple et régulier entre les divers intervenants du secteur, les associations et les écoles ont également mis sur pied un **Forum de la formation professionnelle en information documentaire**, organe consultatif, qui réunit une large représentation des associations et des écoles. Le forum est un lieu d'échange

d'informations, mais n'a pas de compétence opérationnelle.

Dans l'esprit de la réforme, la *Délégation* s'est efforcée d'œuvrer en étroite collaboration avec les autorités compétentes au niveau fédéral (OFIAMT) et cantonal (Conférences des directeurs de l'instruction publique et des directeurs de l'économie publique CDIP/CDEP). Elle a également tenu une journée d'audition (7.11.1995) et participé à plusieurs séances destinées à promouvoir des échanges d'opinion ou fournir de l'information sur la réforme en cours.

Depuis sa création, la *Délégation* s'est fixé comme priorité la mise en place de l'apprentissage d'assistant en information documentaire et de la formation au niveau HES.

Apprentissage d'assistant en information documentaire

En mars 1995, l'OFIAMT a mis sur pied une Commission chargée de préparer un projet de règlement

d'apprentissage et de programme de formation pour les assistants en information documentaire. Présidée par Madame Monique BURNIER de l'OFIAMT, cette

commission est constituée en majorité de représentants des associations professionnelles. Elle a conduit son travail de manière diligente et a pu déposer les projets prévus en mai 1996. Ceux-ci feront l'objet, dans le courant de l'automne prochain, d'une procédure de consultation conduite par l'OFIAMT auprès des cantons et des associations professionnelles. Afin d'informer largement le monde professionnel et de lui permettre de prendre position à travers ses représentants, le numéro 9/96 d'Arbido consacra spécialement un dossier au profil et à la formation d'un assistant en information documentaire. Pour l'instant, rappelons simplement que l'assistant remplira pour l'essentiel des fonctions qui jusqu'ici étaient prises en charge par un personnel n'ayant pas reçu de formation spécifique dans le domaine documentaire (aide-bibliothécaire par exemple). Il exécutera les tâches courantes nécessaires au fonctionnement d'un



service d'information documentaire, telles que:

- l'accueil et la communication des documents aux usagers;
- les contrôles et vérifications
- les travaux de reprographie et de rangement
- le catalogage et les inventaires simples
- les procédures de commande et de réception des documents (acquisitions, bulletinage, etc.)
- l'équipement des documents
- les travaux de bureau courants.

Une fois terminée la procédure de consultation sur les projets de règlement et de programme, le Département fédéral de l'économie publique devrait adopter ces textes en été 1997. Si ce calendrier est respecté, la **première formation d'assistant en information documentaire débiterait en automne 1998.**

Hautes écoles spécialisées (HES)

En date du 6 octobre 1995, l'Assemblée fédérale a adopté la *Loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées*. Le Conseil fédéral prévoit la mise en vigueur de la loi et de son ordonnance d'application en automne 1996. A cette même date, il ouvrira la procédure de soumission des candidatures aux écoles qui souhaitent obtenir le statut d'HES. Le Conseil fédéral devrait arrêter au début 1997 la liste des écoles et, pour chacune d'elle, des voies de formation obtenant le «label HES».

Dans le domaine de l'information documentaire trois écoles ont signalé clairement leur intention de déposer un dossier de candidature comportant une filière en information documentaire. Il s'agit de l'Ecole d'ingénieurs de Coire, de l'Ecole supérieure d'information documentaire de Genève et de l'Ecole de cadres pour l'économie et l'administration de Lucerne.

D'un commun accord avec la *Délégation* et sous réserve des décisions du Conseil fédéral, ces trois écoles ont convenu d'ouvrir leur **première voie de formation en**

Les axes du changement de structure

Afin de renforcer les compétences des professionnels de l'information documentaire, développer leur capacité d'adaptation et leur polyvalence, tout en favorisant leur reconnaissance sociale, des changements ont été apportés à l'organisation de la formation et reposent sur quatre axes majeurs.

Une filière de formation structurée

- intégration aux structures officielles et reconnues
- passerelles et plan de carrière
- profils de compétences ciblés

Une formation conduite de manière professionnelle

- rôle accru des écoles
- lien étroit avec la pratique

Un centre de ressource privilégié: les Hautes Ecoles Spécialisées (HES)

- formation des cadres moyens
- recherche appliquée
- activités de service
- formation continue

Intégration de la formation des archivistes, bibliothécaires et documentalistes

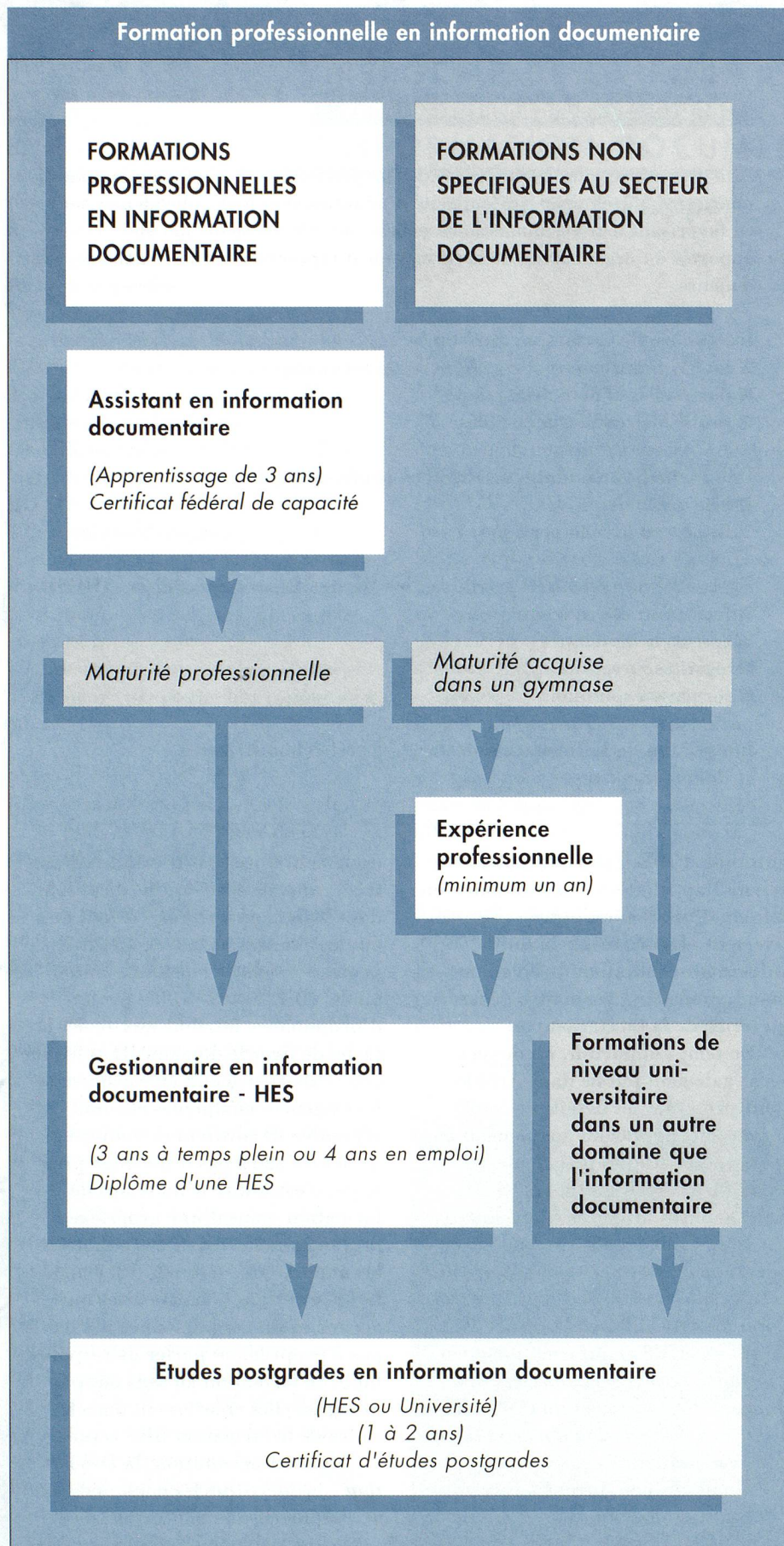
automne 1998. Elles ont également retenu l'appellation «**Gestionnaire en information documentaire**», respectivement «**Informationsökonom / Informationsökonomin**» en allemand, pour désigner le titre décerné au terme de la formation.

En temps opportun, un dossier sera également publié dans Arbido pour présenter les détails de cette formation. Rappelons simplement ici ses caractéristiques principales.

L'*admission* dans une HES est libre pour les titulaires d'une maturité professionnelle obtenue par une personne ayant effectué un apprentissage ayant un lien avec le programme d'études choisi. Concrètement, pour les filières HES en information documentaire, *l'accès sera libre et immédiat pour les titulaires du CFC d'assistant en information documentaire et d'une maturité professionnelle*. La reconnaissance d'autres CFC reste à examiner. Pour les titulaires d'une maturité gymnasiale, l'accès est

également libre (pas d'examen d'entrée), sous réserve «qu'ils disposent, dans le domaine correspondant aux études choisies, d'une expérience professionnelle d'une année minimum» (LHES, art. 5). Le projet d'ordonnance attribue aux écoles la tâche de fixer le domaine dans lequel cette expérience doit être acquise et les exigences auxquelles elle doit répondre. Il convient de souligner qu'il ne s'agira pas d'un *stage* préalable, c'est-à-dire d'un temps de formation, mais d'une *expérience professionnelle* visant à familiariser le candidat aux activités du secteur. Les institutions et entreprises qui accueilleront ces personnes n'auront pas à proprement parler de responsabilité de formation au sens où, par exemple, elles en exercent dans le cadre de la formation BBS actuelle.

A titre d'orientation, la *Délégation* considère que les personnes qui accompliront une telle expérience professionnelle dans le but spécifique



d'accomplir une formation HES pourraient être mis au bénéfice d'une indemnité mensuelle de l'ordre de Fr. 500.- au cours des trois premiers mois et de Fr. 1'000.- à 1'200.- durant les mois suivants. Il s'agit bien sûr là de données indicatives: les administrations publiques et les entreprises détermineront ces montants dans le cadre de leur propres échelles de salaire.

La formation HES proprement dite durera trois ans à plein temps et comprendra quelque 3500 heures de cours et de séminaires dont une grande part (ca 50 %) portera sur des éléments de formation générale (culture générale, y compris langues, gestion, informatique et technologie de l'information). Au sortir de sa formation, le gestionnaire en information documentaire est apte à occuper des postes de cadre-moyens dans les bibliothèques, les centres de documentation et les dépôts d'archives.

D'une structure à l'autre

A condition que les étapes à venir soient franchies selon le calendrier donné en encadré, le début des premiers apprentissages d'assistant en information documentaire et des formations HES interviendra en automne 1998. Compte tenu de cette situation et sous réserve des décisions à prendre par les écoles, les cantons et le Conseil fédéral, le Comité BBS a décidé que le dernier cours de formation BBS aura lieu de janvier 1998 à mars 1999. Il souhaite garantir ainsi une transition harmonieuse vers la nouvelle structure de formation.

Le Comité BBS et la *Délégation* sont conscients qu'à partir de l'automne 1997, certaines bibliothèques accueilleront simultanément des stagiaires se destinant au diplôme BBS et des personnes titulaires d'une maturité gymnasiale accomplissant leur année de pratique avant d'entamer une formation HES. Afin de gérer au mieux cette situation, la *Délégation* conduira en automne 1996 une enquête auprès des membres collectifs des trois associations, et en particulier des bibliothèques forma-

Les étapes qui restent à franchir

1996

Automne:

- Consultation des cantons et associations sur le projet de règlement et de programme d'enseignement professionnel pour les assistants en information documentaire
- Présentation des candidatures des écoles projetant d'offrir une filière en information documentaire en HES.

1997

Premier trimestre:

- Décision du Conseil fédéral concernant la reconnaissance des écoles obtenant le label HES et, pour chacune d'elle, des formations auxquelles elles préparent

Eté:

- Adoption du Règlement d'apprentissage des assistants par le Chef du DFEP et le Programme d'enseignement professionnel par le Directeur de l'OFIANT

1998

Janvier:

- Début du dernier cours BBS

Août-septembre:

- Début des premiers apprentissages d'assistants
- Début des premières formations HES en information documentaire

trices, pour connaître leurs intentions en la matière.

La *Délégation* est également consciente qu'il est de la responsabilité des associations professionnelles de veiller à ce que les personnes ayant accompli leur formation avant le changement de structure puissent être mis au bénéfice d'équivalences avec les diplômes décernés à l'avenir. Ceci est particulièrement important pour les titulaires du diplôme BBS par rapport aux futurs diplômés HES. La *Délégation* s'est déjà attelée à l'étude de modèles en vue d'une telle reconnaissance. Elle les examinera le moment venu avec les écoles et les autorités compétentes.

Conclusion provisoire

En deux ans, de nombreuses étapes ont été franchies vers la mise en place d'une nouvelle structure de formation professionnelle. Les échéances décisives sont cependant encore à venir (adoption des règlements et programmes de formation pour les assistants en

information documentaire, décisions des cantons et du Conseil fédéral en ce qui concerne les filières en information-documentaire dans les HES). L'unité dont les trois associations ont fait preuve en la matière jusqu'ici a été le gage de succès. Elle a également été particulièrement appréciée par les autorités fédérales et cantonales.

L'appui de l'ensemble des membres dans le cadre de cette dé-

marche est également important: pour ce faire nous nous efforcerons de conduire une politique d'information aussi ouverte que possible. Les membres de la *Délégation* demeurent à votre disposition pour prendre note de vos remarques, suggestions ou propositions afin d'en tenir compte dans l'exécution de son mandat. En outre, si vous le souhaitez, ils vous apporteront les éclaircissements que vous désirez.

Pour la Délégation inter-association à la formation en information documentaire:

Jacques Cordonier, président

 : Sur serveur BBS et Bulletin Board ASD/SVD

- 1 Un exemplaire du rapport peut être obtenu auprès du président de la délégation à la formation documentaire: p.a. Jacques Cordonier, Bibliothèque cantonale du Valais, rue des Vergers 9, 1951 Sion, e-mail: jacques.cordonier@bcvs.vsnet.ch
- 2 cf. Arbido spécial Congrès BDA'96, p. 51.

Die Mitglieder der Delegation Les membres de la Délégation

VSA/AAS

- Michel Guisolan
- Stefan Jäggi

BBS

- Jacques Cordonier
- Monika Wyss

ASVD/ASD

- Philippe Haymoz-Gerzson
- Max Maschek

REFORM DER BERUFSBILDUNG IM BEREICH DER INFORMATION UND DOKUMENTATION (I+D)

Zwischenbericht

Vor zwei Jahren wurde von den Berufsverbänden VSA, BBS und SVD das **Rahmenprogramm für die Berufsbildung** verabschiedet¹.

Erstmals konnte damit ein umfassendes Projekt für eine Ausbildung vorgelegt werden, das die Berufsfelder Archiv, Bibliothek und Dokumentation umfasst. Dieses Projekt war Gegenstand einer breiten Diskussion anlässlich des BDA-Kongresses in Lausanne im September 1994. Bei dieser Gelegenheit wurde eine Resolution verabschiedet, die die Thesen des Rahmenprogramms aufnahm und die drei Berufsverbände beauftragte, dieses umzusetzen².

Die Hauptstossrichtung der Reform und die vorgeschlagenen Strukturen werden im nebenstehenden Kästchen verdeutlicht.

Die Instrumente der Reform

Um über geeignete Instrumente zur Verwirklichung der Reform zu verfügen, haben die drei Berufsverbände im November 1994 eine **Delegation für die Berufsbildung I+D** als Ausführungsorgan eingesetzt, bestehend aus je zwei Vertretern jedes Verbandes. Die *Delegation* erhielt den Auftrag, in Namen der Verbände die notwendigen Massnahmen zur Verwirklichung der im Rahmenprogramm enthaltenen Vorschläge zu treffen. So versteht sich die *Delegation* als Ansprechpartner gegenüber allen an diesem Projekt Beteiligten, sei es innerhalb der Verbände oder ausserhalb (Bund, Kantone, Ausbildungsstätten). Um einen direkten, unkomplizierten und regelmässigen Informationsaustausch zwischen den Beteiligten zu gewährleisten, haben die Verbände und die betroffenen Schulen zudem ein **Forum für die Berufsbildung I+D** gebildet. Dabei handelt es sich um ein reines Konsultativorgan, das eine umfassende Vertretung der Verbände

und Schulen gewährleistet und eine Plattform für den Informationsaustausch bildet, jedoch keinerlei Ausführungskompetenz besitzt.

Im Sinne der Reform bemühte sich die *Delegation*, in enger Zusammenarbeit mit den zuständigen Instanzen auf Bundesebene (BIGA) und auf kantonaler Ebene (Erziehungsdirektorenkonferenz EDK, Volkswirtschaftsdirektorenkonferenz VDK) vorzugehen. Sie führte ausserdem ein Hearing durch (7. November 1995) und hat sich an verschiedenen Veranstaltungen beteiligt, sei es um zur Meinungsbildung beizutragen oder um Auskunft über den Stand der Reform zu geben.

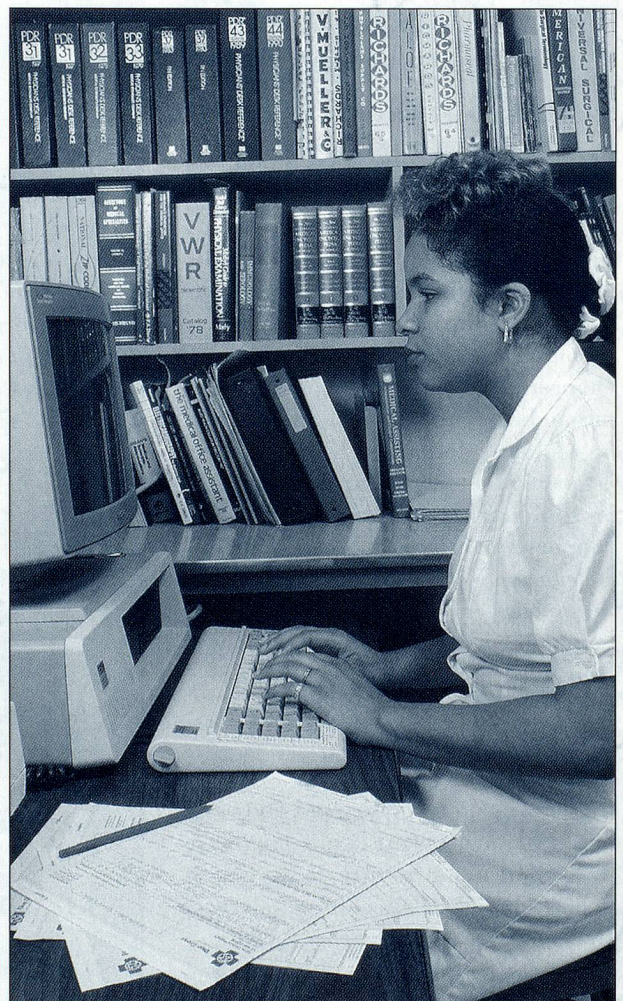
Seit ihrer Einsetzung legte die *Delegation* die Priorität auf die Realisierung der Berufslehre für Informations- und Dokumentationsassistent(inn)en und auf die Ausbildung auf Fachhochschulebene.

Berufslehre Informations- und Dokumentationsassistent(in)

Im März 1995 setzte das BIGA eine Kommission ein mit dem Auftrag, einen Entwurf für ein Reglement zur Berufsausbildung und einen Lehrplan für Informations- und Dokumentationsassistent(inn)en zu erarbeiten. Die Kommissi-

on wird von Frau Monique Burnier vom BIGA präsidiert und setzt sich vor allem aus Vertreterinnen und Vertretern der Berufsverbände zusammen. Sie hat

ihre Arbeit zügig angegangen und konnte die vorgesehenen Entwürfe im Mai 1996 vorlegen. Das BIGA wird im kommenden Herbst bei den Kantonen und den Berufsverbänden ein entsprechendes Vernehmlassungsverfahren durchführen. Um die Berufswelt umfassend zu informieren und ihr Gelegenheit zu geben, durch ihre Vertreter Stellung zu nehmen, wird Arbido 9/96 dem Profil und der Ausbildung der I+D-Assistent(inn)en ein spezielles Dossier widmen.



An dieser Stelle gilt es nur, daran zu erinnern, dass ein I+D-Assistent im wesentlichen diejenigen Funktionen ausfüllen wird, die bis anhin durch Personal ohne berufsspezifische Ausbildung wahrgenommen wurden (z. B. Hilfsbibliothekar). Er wird Aufgaben ausführen, die für das Funktionieren eines I+D-Betriebes notwendig sind, wie:

- Empfang der Benutzer, Bereitstellen der Dokumente;
- Kontrolle und Überprüfung;
- Reprographie und Einstellen;
- Katalogisieren, einfache Inventare;
- Bestellwesen, Erwerbung;
- Ausrüstung;
- Erledigung laufender Büroarbeiten.

Nach Abschluss der Vernehmlassung über die Entwürfe von Reglement und Lehrplan sollte das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement diese Texte im Sommer 1997 in Kraft setzen. Wenn dieser Terminplan durchgeführt werden kann, könnte die Ausbildung von Informations- und Dokumentationsassistenten und -assistentinnen im Herbst 1998 beginnen.

Fachhochschulen (FH)

Am 6. Oktober 1995 hat die Bundesversammlung das Bundesgesetz über die Fachhochschulen verabschiedet. Der Bundesrat beabsichtigt die Inkraftsetzung des Gesetzes und der zugehörigen Verordnung auf den Herbst 1996. Zu diesem Zeitpunkt wird er das Verfahren für die Einreichung der Kandidaturen jener Schulen eröffnen, die den Status der Fachhochschule erlangen möchten. Auf Anfang 1997 sollte der Bundesrat die Liste dieser Schulen und für jede unter ihnen die Lehrgänge mit dem Titel FH festlegen.

Auf dem Gebiet I+D haben drei Schulen ihre klare Absicht bekanntgegeben, ein Dossier für einen Lehrgang in I+D einzureichen. Es handelt sich dabei um die HTL Chur, die ESID in Genf und die HWV in Luzern.

In Absprache mit der *Delegation* und unter Vorbehalt des bundesrätli-

Hauptlinien des Strukturwandels

Um die Kompetenzen der Berufsleute in I+D zu verstärken, ihre Anpassungsfähigkeit und Vielseitigkeit zu entwickeln und ihre soziale Anerkennung zu fördern, beruhen die Veränderungen bei der Organisation der Berufsbildung auf folgenden Hauptlinien:

Eine strukturierte Ausbildungslaufbahn

- Einbettung in die offiziellen und anerkannten Strukturen
- Durchlässigkeit und Laufbahnplanung
- Zielgerichtete Kompetenzprofile

Professionalisierte Ausbildung

- Erweiterte Rolle der Schulen
- Enger Praxisbezug

Privilegierte Schwerpunkte: die Fachhochschulen

- Ausbildung mittlerer Kader
- Angewandte Forschung
- Dienstleistungen
- Weiterbildung

Integrierte Ausbildung der Archivare, Bibliothekare und Dokumentalisten

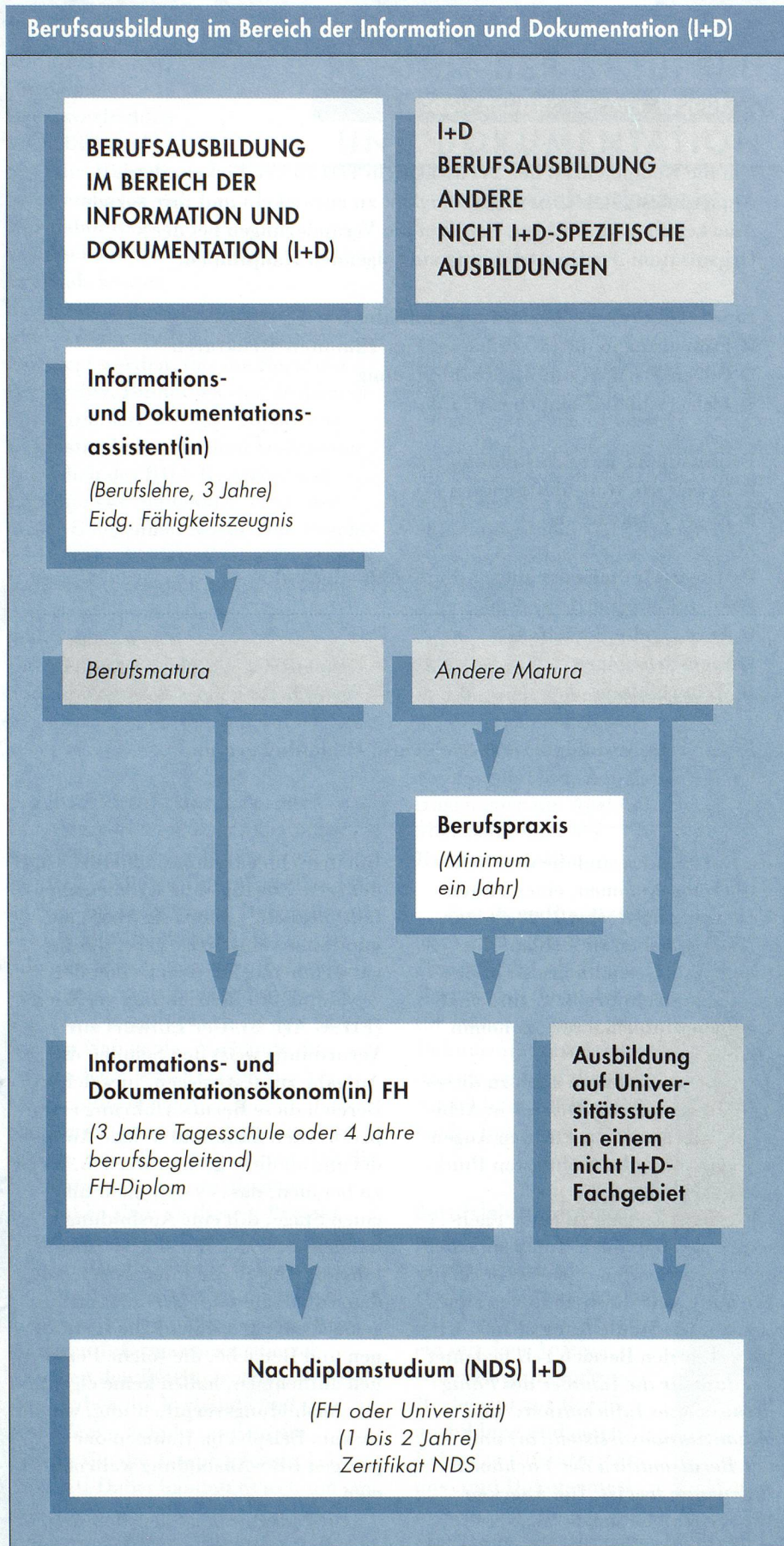
chen Entscheides sind die drei Schulen übereingekommen, einen ersten Studiengang im Herbst 1998 zu starten. Zudem haben sie sich auf die Bezeichnung *Gestionnaire en information documentaire* bzw. *Informationsökonom/Informationsökonomin* geeinigt.

Zu gegebener Zeit wird auch zu dieser Ausbildungsstufe ein Dossier in Arbido publiziert werden. Für den Augenblick genügt es, die wichtigsten Punkte herauszuheben.

Der freie Zugang zu einer Fachhochschule steht allen Inhabern einer Berufsmatura offen, die eine Berufsbildung mit einem direkten Bezug zum angestrebten Studiengang absolviert haben. Für den Bereich I+D bedeutet dies, dass für die Inhaber des *Fähigkeitsausweises Informations- und Dokumentationsassistent(in)* und einer *Berufsmatura der Fachhochschulzugang frei ist*. Die Anerkennung anderer Fähigkeitsausweise muss noch überprüft werden. Für

Inhaber einer Gymnasialmatura ist der freie Zugang ohne Examen ebenfalls möglich, «sofern sie über eine mindestens einjährige geregelte Berufserfahrung auf dem Gebiet der gewählten Studienrichtung verfügen» (FHSG Art. 5). Der Entwurf zur Verordnung weist den Schulen die Aufgabe zu, festzulegen, in welchem Bereich diese Berufserfahrung erworben werden kann und welche Anforderung an diese gestellt werden. Es ist zu betonen, dass es sich nicht um einen Stage, d.h. eine Ausbildung handelt, sondern um eine Berufserfahrung, durch die Interessierte mit den Tätigkeiten des Berufs vertraut gemacht werden sollen. Die Institutionen und Betriebe, die solche Personen aufnehmen, haben keine eigentliche Ausbildungsverpflichtung, wie sie sie zum Beispiel im Rahmen der jetzigen BBS-Ausbildung wahrnehmen.

Die *Delegation* ist der Meinung, dass Personen, die eine solche Berufs-



erfahrung mit dem erklärten Ziel einer Fachhochschulausbildung erwerben wollen, angemessen entschädigt werden sollten, und zwar in der Grössenordnung von monatlich Fr. 500.– während der ersten drei Monate und von Fr. 1'000.– bis 1'200.– während der folgenden Monate. Natürlich kann es sich dabei nur um Richtwerte handeln; die öffentlichen Verwaltungen und die Unternehmen werden die Höhe der Beträge aufgrund ihrer eigenen Besoldungsrichtlinien festsetzen.

Die eigentliche Fachhochschulausbildung wird als Vollzeitstudium drei Jahre dauern; sie wird rund 3500 Stunden umfassen, wovon etwa die Hälfte der Allgemeinbildung (z. B. Sprachen, Informatik, Informationstechnologie) gewidmet sein wird. Nach Abschluss des Studiums sind die Informations- und Dokumentationsökonom(innen) befähigt, mittlere Kaderstellen in Bibliotheken, Dokumentationszentren und Archiven zu übernehmen.

Ablösung der Strukturen

Unter der Bedingung, dass die nächsten Etappen gemäss nebenstehendem Terminkalender zurückgelegt werden, können die ersten Berufslehren für Informations- und Dokumentationsassistent(innen) und der erste Studiengang FH im Herbst 1998 beginnen. In Anbetracht dieser Situation und unter Vorbehalt der durch die Schulen, die Kantone und den Bund zu treffenden Entscheide hat der Vorstand BBS entschieden, dass der letzte Ausbildungskurs BBS von Januar 1998 bis März 1999 durchgeführt wird. Damit will er einen harmonischen Übergang zu den neuen Ausbildungsstrukturen garantieren.

Der Vorstand BBS und die Delegation sind sich bewusst, dass ab Herbst 1997 gewisse Bibliotheken gleichzeitig Stagiaires für das Diplom BBS und Personen mit Gymnasialmatura für das obligatorische Berufspraktikum vor dem Bezug der FH aufnehmen werden. Um diese Situati-

Die weiteren Etappen

1996

Herbst:

- Vernehmlassung der Kantone und Verbände über den Entwurf zum Reglement und Lehrplan der Berufslehre für Informations- und Dokumentationsassistenten und -assistentinnen
- Einreichen der Kandidaturen für einen Studiengang I+D auf Stufe Fachhochschule

1997

1. Trimester:

- Entscheid des Bundesrates über die Anerkennung der Fachhochschulen und der entsprechenden Studiengänge FH

Sommer:

- Inkraftsetzung des Reglementes für die Berufslehre für Informations- und Dokumentationsassistenten und -assistentinnen durch den Vorsteher des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements und des Lehrplanes durch den Vorsteher des BIGA

1998

Januar:

- Beginn des letzten BBS-Kurses

August-September:

- Beginn der ersten Lehrlingsausbildung I+D
- Beginn der ersten Studiengänge I+D FH

on in den Griff zu bekommen, wird die *Delegation* im Herbst 1996 bei den Kollektivmitgliedern der drei Verbände (insbesondere bei den Ausbildungsbibliotheken) eine Erhebung durchführen, um ihre Absichten auf diesem Gebiet zu erfahren.

Der *Delegation* ist ebenfalls bewusst, dass die Berufsverbände dafür verantwortlich sind, dass denjenigen Personen, die ihre Ausbildung vor dem Wechsel zu den neuen Strukturen absolviert haben, die Gleichsetzung ihrer Diplome mit den zukünftigen Diplomen garantiert wird. Dies gilt insbesondere für die Inhaber des Diploms BBS in bezug auf die künftigen Diplome FH. Die *Delegation* hat bereits damit begonnen, entsprechende Modelle im Hinblick auf eine solche Anerkennung zu studieren. Sie wird sie zu gegebener Zeit zusammen mit den Schulen und den zuständigen Behörden prüfen.

Vorläufiges Fazit

Im Verlauf von zwei Jahren wurden verschiedene Etappen auf dem Weg zu einer neuen Ausbildungsstruktur zurückgelegt. Die entscheidenden Hürden stehen allerdings noch bevor (Verabschiedung von Reglement und Lehrplan für die Lehrlingsausbildung, Entscheide der Kantone und des Bundes bezüglich der Studiengänge I+D an den Fachhochschulen). Die Einigkeit, die von den drei Verbänden in dieser Beziehung an den Tag gelegt worden ist, war die Grundlage für den Erfolg. Sie wurde ebenfalls sehr geschätzt von den beteiligten Instanzen bei Bund und Kantonen.

Die Unterstützung der Mitglieder bei diesem Vorhaben ist ebenfalls wichtig: Zu diesem Zweck bemühen wir uns um eine möglichst offene Informationspolitik. Die Mitglieder der *Delegation* stehen zu Ihrer Verfügung, Bemerkungen, Anregungen und Vorschläge entgegenzunehmen, um sie

bei der Ausführung ihres Mandats zu berücksichtigen. Darüber hinaus sind sie bereit, zusätzliche Auskünfte zu geben.

Für die Delegation für die Berufsbildung I+D:
Jacques Cordonier, Präsident
 (Übersetzung Stefan Jäggi,
 Staatsarchiv, Luzern)

 : Auf BBS-Server und SVD/ASD Bulletin Board

- 1 Kopien des entsprechenden Berichts können beim Präsidenten der Delegation für die Berufsausbildung I+D bezogen werden: Jacques Cordonier, Bibliothèque cantonale du Valais, rue des Vergers 9, 1951 Sion; e-mail: jacques.cordonier@bcvs.vynet.ch
- 2 Cf. ARBIDO spécial Congrès BDA '94, S. 51